

4 décembre 2008

La crise politique canadienne

Mobilisations oui, soutien à la Coalition non

Le mouvement syndical [canadien](#) et [québécois](#) se mobilise dans la rue pour soutenir la Coalition PLQ/NPD/Bloc. La direction de [Québec solidaire](#) appuie cette Coalition. On se retrouve donc avec le même débat que durant la campagne électorale fédérale la consigne de vote en moins mais la campagne électorale québécoise en plus. La double réponse prolétarienne était alors la stratégique mobilisation dans la rue sur la base de nos propres revendications et la tactique consigne de vote de battre les partis de la bourgeoisie, Conservateurs et Libéraux (voir les points 3 et 4 de ma [contribution](#) au débat sur la consigne de vote).

Le présent débat offre un enjeu qui n'est pas fondamentalement différent : se mobiliser pour soutenir notre plan de lutte contre les crises économique et écologique, ce qui au niveau fédéral favorise la Coalition, malgré nous et par défaut, tout en la poussant à gauche en proportion de l'ampleur de la mobilisation. Au Québec, il n'y a pas d'autre choix que de voter et de militer pour Québec solidaire comme le seul parti crédible ouvert à une [solution](#) anticapitaliste et indépendantiste de la double crise économique et écologique malgré le social-libéralisme et le souverainisme de sa direction et malgré l'ambiguïté antinéo-libérale de sa base.

L'opinion du financier milliardaire Stephen [Jarislowsky](#) qui clame qu'injecter 30 milliards \$ dans l'économie canadienne « *[c]'est une bagatelle par rapport à ce qu'on aura besoin pour renforcer l'économie* » , suggère un niveau plancher minimal aux mouvements syndical et populaire canadien. Peut-être a-t-il en tête l'ampleur du [plan](#) du très néolibéral gouvernement chinois qui injectera dans l'économie réelle 14% du PIB en deux ans, soit l'équivalent canadien et québécois de respectivement 215 et 42 milliards \$CDN ?

Bien sûr, ne soyons pas naïfs : le financier montréalais se désole de la plongée de la valeur de son portefeuille pour lequel ne reste plus que la solution de prêts massifs à l'État pour le sauver des eaux. Il s'agit pour lui et ses semblables de sauver les banques et non de sauver le peuple. Faudrait-il emprunter à grands frais à ces responsables de la crise et non imposer leur fortune, leur revenu et leur consommation luxueuse et énergivore afin d'en finir avec les énergies fossiles et de redistribuer le revenu.

S'imaginer-t-on atteindre ces objectifs tellement démocratiques qu'ils en sont révolutionnaires sans exproprier et socialiser les institutions financières alors que même le quotidien de la *City*, le *Financial Times*, juge nécessaire leur [nationalisation](#) afin de sauver le capitalisme ?

Marc Bonhomme, 4 décembre 2008